

## **Invisibilité et visibilités : trois regards sur l'histoire des conseillers agricoles**

Colloque INRA SFER CIRAD "4èmes journées de recherches en sciences sociales " (9 et 10 décembre 2010, Agrocampus Ouest, Rennes)

### **Sylvain Brunier**

Doctorant ATER

Laboratoire de Recherche Historique Rhône Alpes (LARHRA - UMR CNRS 5190)

Université Grenoble 2

bruniers@hotmail.fr

### Coordonnées professionnelles :

Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (LARHRA - UMR CNRS 5190)

MSH - Alpes, UPMF-Grenoble II

BP 47, 1221 avenue Centrale

F-38040 Grenoble Cedex 9

+ 33 4 76 82 73 26

### Coordonnées personnelles :

6 quai Perrière

38 000 Grenoble

04 76 86 48 77

## **Mots-clés :**

Conseiller agricole, invisibilité, historiographie, épistémologie

## **Résumé :**

Ce texte vise à opérer un retour réflexif sur un processus de recherche en cours, mon propre travail de thèse, portant sur l'histoire des conseillers agricoles dans les Alpes depuis l'Après-guerre jusqu'aux années 1980<sup>1</sup>. Chargés de mettre en œuvre les politiques de modernisation de l'agriculture, ces hommes et femmes ont joué un rôle crucial en travaillant au plus près des familles rurales mais pourtant, ils n'ont pas connu de consécration historiographique. Il s'agit ici de mettre en lumière les différentes voies explorées à partir ce point de départ : l'invisibilité inexplicée des conseillers agricoles dans l'histoire de la modernisation du monde rural alpin<sup>2</sup>. Par la suite, la confrontation aux sources disponibles et la lecture de nouveaux auteurs ont profondément modifié ce point de départ, mais sans jamais l'effacer complètement. Repartant du problème fondamental pour l'historien de l'accès aux sources et de leur représentativité, j'ai tenté d'isoler trois directions de recherche correspondant à trois approches des archives, qui sont autant de manières différentes d'envisager les rapports entre invisibilité et visibilité : l'illégitimité de la position du conseiller agricole, leur travail pour rendre visibles les pratiques agricoles, la responsabilité de leur regard. Il s'agit, à partir d'un point de départ incertain, d'élaborer des hypothèses plus abouties, qui tiennent compte des sources rencontrées et des modèles interprétatifs développés pour d'autres travaux.

---

<sup>1</sup> Cette thèse est réalisée au Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes sous la direction d'Anne-Marie Granet-Abisset.

<sup>2</sup> Plusieurs échanges récents ont recristallisé mon intérêt sur ce thème de l'invisibilité, et notamment la relecture d'un article faisant le bilan des différentes approches historiques de la question (Tardy, 2006).

## Invisibilité et visibilité : trois regards sur l'histoire des conseillers agricoles

Ce texte vise à opérer un retour réflexif sur un processus de recherche en cours, mon propre travail de thèse, portant sur l'histoire des conseillers agricoles dans les Alpes depuis l'Après-guerre jusqu'aux années 1980<sup>3</sup>. Chargés de mettre en œuvre les politiques de modernisation de l'agriculture, ces hommes et femmes ont joué un rôle crucial en travaillant au plus près des familles rurales mais pourtant, ils n'ont pas connu de consécration historiographique. Il s'agit ici de mettre en lumière les différentes voies explorées à partir ce point de départ : l'invisibilité inexplicée des conseillers agricoles dans l'histoire de la modernisation du monde rural alpin<sup>4</sup>. Cette démarche court le risque de créer un jeu d'emboîtement sans fin : l'histoire d'une recherche historique ouvrant sur une histoire de l'histoire de cette recherche, etc. Chaque nouvelle strate de raffinement théorique enfouissant alors un peu plus l'objet étudié sans qu'il gagne en intelligibilité. Cette précaution prise, le retour réflexif peut être une opportunité pour identifier les lignes à partir desquelles se développe un travail de recherche, comprendre comment elles s'entrecroisent et gagner ainsi en clarté au moment d'en rendre compte<sup>5</sup>.

Elaborée durant la rédaction de mon mémoire de Master 2, l'hypothèse de l'invisibilité des conseillers agricoles reposait à la fois sur une interrogation sur la place de la technique dans les sociétés contemporaines et sur une méconnaissance relative des travaux déjà réalisés sur le sujet. Elle sous-tendait que ces derniers avaient été les véritables « agents secrets de la modernité », pour paraphraser une expression d'Edgar Morin à propos du rôle des femmes dans le monde rural (Morin, 1975). D'une part, les bouleversements techniques de la seconde moitié du XXe siècle jouant un rôle crucial dans la transformation des pratiques, il me paraissait intéressant d'éclaircir la nature de ce processus<sup>6</sup>. D'autre part, l'absence de travaux historiques, en dépit de nombreuses autres études (sociologiques en particulier), me semblait révélatrice de l'absence de reconnaissance du rôle des conseillers agricoles, terme manquant à réintroduire dans l'équation de la modernisation. L'étude des techniciens et conseillers agricoles se justifiait ainsi du fait que ces individus se trouvaient certainement au cœur du mouvement de diffusion des nouvelles techniques sans qu'ils soient pour autant en pleine lumière.

Par la suite, la confrontation aux sources disponibles et la lecture de nouveaux auteurs ont profondément modifié ce point de départ, mais sans jamais l'effacer complètement. Repartant du problème fondamental pour l'historien de l'accès aux sources et de leur représentativité, j'ai tenté d'isoler trois directions de recherche correspondant à trois approches des archives, qui sont autant de manières différentes d'envisager les rapports entre invisibilité et visibilité : l'illégitimité de la position du conseiller agricole, leur travail pour rendre visibles les pratiques agricoles, la responsabilité de leur regard. Il s'agit, à partir d'un point de départ incertain, d'élaborer des hypothèses plus abouties, qui tiennent compte des sources rencontrées et des modèles interprétatifs développés pour d'autres travaux.

---

<sup>3</sup> Cette thèse est réalisée au Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes sous la direction d'Anne-Marie Granet-Abisset.

<sup>4</sup> Plusieurs échanges récents ont recristallisé mon intérêt sur ce thème de l'invisibilité, et notamment la relecture d'un article faisant le bilan des différentes approches historiques de la question (Tardy, 2006).

<sup>5</sup> La rédaction de ce texte intervient au moment où la rédaction de ma thèse se fait de plus en plus pressante. Elle peut donc être perçue à la fois comme une échappatoire (repousser le moment) et comme un lancement (amorcer une réflexion globale).

<sup>6</sup> L'influence de deux auteurs était pour moi déterminante à ce moment là : Jacques Ellul et son explication de l'autonomie de la Technique (Porquet, 2004) ; Cornélius Castoriadis et son analyse d'une société hétéronome, incapable de poser ses propres fins (Castoriadis, 1999).

## 1. L'invisibilité comme absence de légitimité

Le fait que les conseillers agricoles aient fait l'objet de nombreux travaux de sciences sociales mais qu'ils restent quasiment absents des livres d'histoire interroge. Les laboratoires de sociologie rurale de l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) ont concentré les efforts de recherche, notamment dans la perspective d'améliorer la formation de ces conseillers et d'évaluer l'efficacité de leur action. Dans cette perspective, la situation de conseil a fait l'objet d'analyses très poussées. Mais les conseillers agricoles ont plus rarement été étudiés comme un groupe distinct et leur histoire n'est pas au centre de l'attention des sociologues<sup>7</sup>. Les historiens eux-mêmes ne leur réservent qu'une place mineure, personnages secondaires des récits de la modernisation rurale<sup>8</sup>. Ce silence relatif renvoie lui-même à l'absence de récits collectifs élaborés par les conseillers.

Durant les décennies qui nous intéressent ici, des années 1950 aux années 1980, au niveau local comme national, il n'existe aucune institution ni aucun porte-parole dont le rôle spécifique serait de donner une représentation des conseillers agricoles et de leur implication dans la modernisation des campagnes. Les sources imprimées témoignant de l'activité des conseillers sont donc très rares. De plus, cela a des conséquences importantes sur la production et la conservation d'archives qui peuvent servir aux études de l'historien. Ce dernier ne peut se référer à aucun fonds d'archives spécifiquement dédié à l'histoire de ce groupe. A la lecture des inventaires des Archives Départementales, l'activité des conseillers reste invisible. Elle ne peut apparaître qu'à l'intérieur des cartons d'archives relatifs à l'agriculture, eux-mêmes dispersés selon la mosaïque composée par les différents services et groupements agricoles. Pour la période qui nous intéresse, les deux organismes qui effectuent les versements principaux au niveau départemental sont la Direction des Services Agricoles (devenue Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt) et la Chambre d'agriculture. Cette partition renvoie bien évidemment à l'histoire singulière de l'encadrement du monde agricole, et notamment à la concurrence entre administration et organisations professionnelles pour obtenir le contrôle des moyens de vulgarisation du progrès technique (Muller, 1984). A partir des années 1950, les Chambres d'agriculture ont pris une ampleur nouvelle en organisant un véritable service technique dans chaque département, ce qui passait par la création des nouveaux emplois de conseillers agricoles. Ce sont donc essentiellement dans les archives des groupements dépendants de la Chambre d'agriculture qu'il est possible de retrouver des traces de l'existence de ces conseillers.

Les archives du conseil agricole ne sont pas seulement liées à celles des organisations professionnelles agricoles, elles sont à proprement parler incluses dans ces dernières. En pratique, cela impose de connaître les différentes formes d'associations agricoles, leurs fonctions et le rôle éventuel qu'un conseiller pouvait y jouer. Coopératives, syndicats, groupes d'étude, groupes de développement local<sup>9</sup> sont autant de groupements qui ont pu être animés par un conseiller, quand ce ne sont pas créés à partir de sa propre impulsion. Pour autant, officiellement, ce dernier n'apparaît jamais que comme le consultant ou l'animateur des réunions, chaque groupement ayant son propre conseil d'administration. Les documents sont donc rarement signés de la main du conseiller. Les archives conservent aussi parfois la trace des rapports établis par les ingénieurs de la Direction des Services Agricoles, chargés de

---

<sup>7</sup> Comme semble le confirmer la composition d'un ouvrage récent sur les conseillers en agriculture (Rémy, 2006).

<sup>8</sup> Le Tome 4 de l'histoire de la France rurale est emblématique de cette tendance de l'historiographie (Jollivet, 1999).

<sup>9</sup> On utilise ici des termes génériques pour englober les multiples dénominations qui varient dans le temps.

surveiller le bon déroulement des activités des différents groupements, et notamment de contrôler l'utilisation des subventions publiques<sup>10</sup>.

Si une certaine prudence s'impose en raison d'une méconnaissance des sources et des travaux existants qui ne peut jamais être complètement réduite, les observations esquissées ci-dessus semblent renvoyer à une forme d'invisibilité sociale des conseillers agricoles. Le fait que dans les archives leur activité soit recouverte par celles des représentants des organisations professionnelles agricoles et des ingénieurs employés par l'administration est très éclairant sur la position réelle des conseillers dans le monde social. Cette direction de recherche peut alors prendre appui sur les travaux de sociologie critique qui ont mis en évidence la relation entre visibilité symbolique et légitimité sociale (Bourdieu, 1979). Selon ce modèle, chaque groupe social est en concurrence avec d'autres groupes pour imposer une vision du monde la plus conforme à son intérêt : « *c'est du crédit accordé (ou refusé) à l'image qu'une communauté produit d'elle-même, donc de son « être perçu », que dépend l'affirmation (ou la négation) de son être social* » (Chartier, 1998). On peut alors analyser l'ensemble des sources selon cette orientation, recherchant dans les documents les indications sur la position sociale des conseillers, avec pour objectif de reconstruire les liens entre l'espace des positions possibles et celui des prises de position possibles (Bourdieu, 1979).

Construite à partir d'une vision globale des sources – et de l'accès aux sources –, cette ligne de recherche affine l'hypothèse de départ de l'invisibilité des conseillers. Mais elle n'épuise pas pour autant la signification des archives consultées. L'examen des documents eux-mêmes, traces de l'activité des conseillers, ouvre aussi la possibilité d'une approche différente, plus archéologique que sociologique.

## **2. Rendre visible, être invisible**

Cette seconde approche doit évidemment beaucoup à la lecture des écrits de Michel Foucault analysant l'importance du regard dans la formation d'une société disciplinaire (Foucault, 1993). Être visible, c'est alors être sous le regard du pouvoir, c'est permettre au pouvoir de circuler, c'est devenir l'objet d'un gouvernement possible, c'est-à-dire l'objet d'une conduite de ses propres pratiques. Les archives du conseil agricole peuvent se prêter à une telle lecture.

En effet, la documentation conservée est souvent fragmentaire, de nombreux dossiers ayant été éliminés au moment des versements ou lors de déménagements. A l'instar de toute la littérature grise, il est visible qu'elle a fait l'objet d'une faible considération. Quels sont alors les principaux types de documents qu'on peut retrouver ? Ce sont souvent des notes sommaires ou des tableaux de synthèse qui demandent de mobiliser des connaissances techniques pour pouvoir être compris : tableaux récapitulatifs, fiches d'exploitation, comptes-rendus de réunions, bulletins d'information, liste d'adhérents, factures et bons de commande, comptabilité générale et attribution des aides, notes sur des expérimentations en cours... Pour l'historien, ces archives donnent à voir l'activité des conseillers sur le mode de la juxtaposition d'informations consignées car nécessaires à leur travail. La fonction première de ces archives est de « mesurer » l'état de l'agriculture, en général sur un territoire restreint et sur une courte période, et de rendre compte des initiatives des divers groupements agricoles en vue de transformer les méthodes de production. Elles ne forment pas à proprement parler un récit, mais elles constituent l'enregistrement du regard des conseillers sur le monde paysan. En ce sens, elles donnent autant à voir les pratiques agricoles que les pratiques des conseillers.

---

<sup>10</sup> Cette tutelle se manifeste par exemple au moment de l'assemblée générale de chaque groupement, les plus importants accueillant le Directeur des Services Agricoles du département ou un de ses délégués.

Cette double caractéristique peut être étudiée en séparant les deux types d'information qu'il est possible d'en retirer, mais elle peut aussi faire l'objet d'une analyse en elle-même.

Cette production de « visibilité » ou de « transparence », pour reprendre des termes de Michel Foucault, semble correspondre à une fonction essentielle des conseillers agricoles. En éclairant les pratiques précises des individus d'une zone donnée, les tableaux, fiches et notes diverses, donnent au conseiller les moyens de faire des comparaisons afin de discriminer les bonnes et les mauvaises méthodes. Il faut cependant se garder d'une généralisation hâtive puisqu'il ne s'agit pas de contrôler l'ensemble des agriculteurs. Au contraire, les conseillers travaillent essentiellement avec la fraction la plus dynamique du monde paysan, dans laquelle ils se reconnaissent le mieux, eu égard à leur propre trajectoire. De cette manière, c'est l'exemplarité qui est visée. Les opérations de vulgarisation du progrès technique visent à éclairer l'ensemble des conditions nécessaires à la réussite d'une production, la diffusion des innovations se faisant ainsi par imitation des réalisations visibles. Et pour que le plus grand nombre d'agriculteurs puisse être convaincu, elles doivent miser sur la proximité, l'identification, aucun des facteurs du succès ne devant rester dans l'ombre sous peine de créer des modèles sans imitateurs – à l'image des fermes-modèles qui ont émaillé l'histoire de l'agronomie. Les conseillers agricoles mettent ainsi en œuvre des procédures qui permettent des comparaisons immédiates et dynamiques qui sont à la base de la généralisation du conseil de gestion à partir des années 1960. En outre, le fait de lister/dénombrer/recenser en permanence les cultures, les animaux et les hommes tend à faire de la rationalité comptable la seule raison qui vaille, ce qui efface toujours un peu plus les orientations mises en œuvre par les conseillers agricoles (Berns, 2009).

Suivant cette approche des archives, l'invisibilité des conseillers agricoles se rapporte moins à leur position sociale (leur légitimité, comme ci-dessus) qu'à leur fonction dans le processus de modernisation. Il s'agit pour eux de rendre les pratiques visibles, de les ouvrir aux regards extérieurs, le leur en premier lieu, mais aussi ceux des membres du groupement ou même des voisins. Cette mise en lumière des manières de faire des agriculteurs et de leurs résultats a pour corollaire un certain retrait du conseiller, dans les archives tout du moins. Suspendues à l'examen des chiffres et des registres, les décisions de modifier tel ou tel point, telle ou telle méthode culturale, semble relever moins de l'initiative du conseiller que d'une rationalité extérieure. Cette ligne de recherche complexifie la question de l'invisibilité en proposant d'envisager le conseiller comme celui qui regarde et qui pour cette raison ne peut être vu immédiatement. Elle est adossée à une conception du pouvoir dans laquelle le fait de tenir sous le regard permet de modifier les conduites.

Mais ce prisme paraît réducteur dans le sens où il laisse échapper une part essentielle de l'activité de conseil : la présence, le contact, la confiance, l'échange, la parole donnée et la parole reçue. Tous ces termes mettent en question la transparence réelle des conseillers agricoles et la pertinence même de cette problématique. En effet, ne sont-ils pas aussi des figures connues et reconnues, appréciées ou contestées, par la plupart des agriculteurs avec lesquels ils travaillaient ?

### **3. Une visibilité localisée et datée**

Cette troisième approche est clairement liée à la mobilisation d'un type d'archives non évoqué jusque là : les entretiens oraux. La méthode suivie consiste à recueillir des récits de vie qui permettent d'embrasser l'ensemble du parcours professionnel sans les réduire à une carrière. Contactés sans intermédiaire, les conseillers agricoles se montrent pour la plupart très disponibles pour témoigner de leur histoire personnelle. Chacun semble avoir conscience d'avoir participé à une transformation considérable du monde rural, ce qui n'empêche pas

certain d'exprimer des regrets quand aux méthodes suivies. Par sa forme même, le récit reconstruit une cohérence dans la succession des événements. Cet enchaînement peut être dénaturé en rapportant ce qui est dit à la position du conseiller (voir première partie) et à sa fonction (voir seconde partie), mais cette double opération n'épuise pas la richesse de signification du récit pour autant.

Les enquêtes orales laissent entrevoir des situations singulières, des relations interpersonnelles, des investissements imaginaires, qui échappent en partie aux archives précédemment évoquées. Le regard des conseillers sur leur propre parcours donne une idée du regard qu'ils pouvaient poser sur le monde rural. Le « Voir, Juger, Agir », fameux mot d'ordre de la Jeunesse Agricole Catholique, semble avoir été au principe de leur action tant les manières de faire qu'ils mettent en avant sont synthétisées dans cette formule. Les récits reviennent en effet sur ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont jugé et ce qu'ils ont agi. Chacun a imprimé son propre regard, ce qui renvoie aussi aux conditions de possibilité de cette autonomie, chaque département connaissant une situation différente à cet égard<sup>11</sup>. Et si « *la politique porte sur ce qu'on voit et ce qu'on peut en dire, sur qui a la compétence pour voir et la qualité pour dire, sur les propriétés des espaces et les possibles du temps* » (Rancière, 2000)<sup>12</sup>, alors le positionnement des conseillers implique une responsabilité politique dans les orientations données à l'agriculture. La conscience de cette responsabilité transparait dans les récits, notamment dans le regret des impasses du productivisme. Chaque conseiller a en effet été amené à se positionner en fonction de ce qu'il voyait et de ce qu'il pensait juste. La production de transparence évoquée plus haut est ici repersonnalisée (« reterritorialisée » pourrait-on oser (Guattari, 2002)).

Et effectivement, il semble que la visibilité du conseiller agricole soit très forte dans les territoires sur lesquels il travaillait et auprès des familles qu'il rencontrait. Cette reconnaissance est d'ailleurs une source de satisfaction importante sur laquelle les récits reviennent largement. Elle apparaît comme la compensation de l'investissement total des conseillers dans leur métier. Agriculteurs et conseillers ont parfois noué de vraies relations d'amitié qui se sont prolongés après le départ en retraite, et ils ont souvent conservé des contacts avec les organisations professionnelles agricoles. Ce capital social très localisé s'est développé durant l'ensemble de la carrière ce qui a permis d'intégrer plusieurs générations d'agriculteurs. Les conseillers rencontrés conservent ainsi une visibilité interne à certains endroits du monde rural, bien qu'elles tendent à s'effacer avec le temps.

Cette dimension de la visibilité des conseillers agricoles n'est en règle générale pas enregistrée dans les archives. Elle nécessite d'adopter une approche qu'on pourrait qualifier de micrologique (Nicolas-Le-Strat, 2009), pour laquelle les récits oraux constituent une source privilégiée. Cette troisième ligne de recherche retourne la question de l'invisibilité pour s'intéresser aux marques de responsabilité et de reconnaissance des conseillers. Elle peut prendre appui sur les deux lignes précédentes, en particulier pour se prémunir au mieux de la fascination à l'égard des récits recueillis, tout en permettant de réinterroger l'ensemble des archives mobilisées dans le cadre de cette recherche. En se rapprochant de la singularité de chaque situation, cette approche ne dénie pas les déterminations qui les rendent possibles ni les processus plus globaux auxquelles elles appartiennent, mais elle rappelle la dimension proprement politique des actions des conseillers, qu'on pourrait croire neutralisée par leur situation d'employés – techniciens qui plus est.

---

<sup>11</sup> La Chambre d'agriculture de la Savoie ménage une autonomie très large à ces conseillers, opposée dans les récits aux conseillers salariés des départements céréaliers. L'Isère connaît une situation intermédiaire, à l'image de l'hétérogénéité de son agriculture.

<sup>12</sup> Cette citation de Jacques Rancière se trouve dans l'article de Jean-Noël Tardy déjà évoqué.

En conclusion, il faut souligner que si ce texte a une portée heuristique – et d’abord pour son propre auteur –, il ne constitue pas une synthèse sur l’histoire des conseillers agricole. Il montre simplement qu’en partant de l’hypothèse quelque peu intuitive de l’invisibilité des conseillers agricoles, il devient possible d’explorer différentes directions de recherche qui ont chacune leur intérêt. Mieux encore, l’analyse historique peut s’enrichir de la critique de chacune de ces lignes en fonction des deux autres. Dans la première perspective, l’invisibilité apparaît comme cause et conséquence du déficit de légitimité collective des conseillers agricoles. Ces derniers n’ont pas produit de récit qui permette de les identifier comme de véritables acteurs de l’histoire, à l’inverse de ce qu’on pu réaliser les représentants des organisations professionnelles agricoles (Debatisse, 1963), et plus tardivement les ingénieurs en lien avec le monde rural (Guérin et Association des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts, 2001). Leurs archives sont celles des groupements agricoles pour lesquels ils travaillaient et qu’ils animaient. Dans le même temps, une attention particulière portée à ces documents permet de développer une approche plus archéologique. Les conseillers apparaissent alors comme ceux qui ouvrent les pratiques agricoles individuelles aux regards extérieurs, appliquant des méthodes qui démultiplient les comparaisons possibles. Ils sont les relais invisibles d’un mouvement qui rend visible les conduites, et qui les transforme en les rendant visibles. Leur invisibilité dans les archives est alors comme la condition de leur fonction et de leur pouvoir. Enfin, l’approche micrologique, plus particulièrement attentive à la parole recueillie, montre que ces conseillers ont su se construire une forme de visibilité limitée, localisée et individuelle, mais pouvant être très intense. Attachée à des territoires bien délimités et à des agriculteurs particuliers, cette visibilité a pour corollaire la responsabilité politique des conseillers agricoles dans les orientations prises par le monde rural. Finalement, l’intérêt de la démarche mise en place ici repose sur la pluralité des modèles théoriques mobilisés, et ce afin de produire des effets d’intelligibilité qui sont à la fois concurrents et complémentaires (Passeron, 2006). Ce retour réflexif sur une recherche en cours permet alors de débrouiller ce que chaque ligne doit à la fréquentation de tel type d’archives et à l’appropriation de tel paradigme interprétatif. Il ouvre des hypothèses de recherche historique plus affinées qui sont à nouveau à confronter avec d’autres sources et d’autres modèles de compréhension.

### **Bibliographie :**

Berns Thomas, 2009, *Gouverner sans gouverner*, Paris, Presses universitaires de France.

Bourdieu Pierre, 1979, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit.

Castoriadis Cornelius, 1999, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.

Chartier Roger, 1998, *Au bord de la falaise : l'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, A. Michel.

Debatisse, 1963, *La Révolution silencieuse*, Paris, Calmann-Lévy (impr. Chantenay).

Foucault Michel, 1993, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, [Paris], Gallimard.

- Guattari Félix, 2002, *Mille plateaux*, Paris, les Ed. de minuit.
- Guérin Jean-Claude et Association des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts, 2001, *Des officiers royaux aux ingénieurs d'État dans la France rurale (1219-1965)*, Paris, Éd. Tec & Doc.
- Jollivet Marcel, 1999, *Histoire de la France rurale*, Paris, Éd. du Seuil.
- Morin Edgar, 1975, *Commune en France : la métamorphose de Plodémet*, Paris, A. Fayard.
- Muller Pierre, 1984, *Le technocrate et le paysan : essai sur la politique française de modernisation de l'agriculture, de 1945 à nos jours*, Paris, Les éditions ouvrières.
- Nicolas-Le-Strat Pascal, 2009, *Expérimentations politiques*, Montpellier, Fulenn.
- Passeron Jean-Claude, 2006, *Le raisonnement sociologique : un espace non poppérien de l'argumentation*, Nouv. éd. rev. et augm. Paris, A. Michel.
- Ellul Jacques, 2004, *Le système technicien*, Paris, Le Cherche midi.
- Rancière Jacques, 2000, *Le partage du sensible : esthétique et politique*, Paris, Fabrique ; Diffusion Les Belles Lettres.
- Rémy Jacques, 2006, *Conseiller en agriculture*, Dijon, Educagri Ed.
- Tardy Jean-Noël, 2006, « Visibilité, invisibilité », *Hypothèses*, vol. , n° 1, p. 15-24.